



New Delhi-G20. Lula déclare qu'il appartiendra aux tribunaux de décider de l'arrestation de Poutine si ce dernier vient au Brésil pour le sommet du G20

Le dirigeant russe fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI ; Lula déclare qu'il a l'intention d'évaluer les raisons pour lesquelles le pays est membre de la Cour.

Par [Patrícia Campos Mello](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2023

[Folha de São Paulo](#) 11 septembre 2023

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Russie](#)
[et CEI](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Le président Luiz Inácio Lula da Silva (PT) est revenu sur sa promesse que son homologue russe, Vladimir Poutine, ne serait pas arrêté s'il se rendait au Brésil l'année prochaine pour le sommet du G20. Le chef du PT a déclaré que la décision concernant une éventuelle arrestation serait prise par les tribunaux.

Lula est en Inde pour le sommet du G20 et a pris dimanche (10) la présidence tournante du groupe lors d'une cérémonie symbolique. Dans une interview accordée lundi matin à l'aube au Brésil, le président a été interrogé sur la présence éventuelle de M. Poutine au sommet de 2024, qui se tiendra à Rio de Janeiro – le dirigeant russe fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), dont le Brésil est membre.

« Si Poutine décide de se rendre au Brésil, c'est à la justice de décider de l'arrêter ou non, et non au gouvernement ou au Congrès national », a-t-il déclaré.

Samedi, Lula avait déclaré dans une interview accordée au site web Indien Firstnews que M. Poutine :

« peut facilement se rendre » au Brésil. « Si je suis président du Brésil et qu'il [Poutine] vient au Brésil, il n'y a aucune chance qu'il soit arrêté. Personne ne peut manquer de respect à l'égard du Brésil », avait-il déclaré à l'époque.

En mars, la CPI a délivré un mandat d'arrêt à l'encontre du dirigeant russe pour des crimes de guerre présumés en Ukraine. La Haute Cour affirme qu'il est probablement responsable de la déportation illégale d'enfants des zones occupées par la Russie en Ukraine, car il n'aurait pas exercé un contrôle adéquat sur ses subordonnés civils et militaires.

Le Brésil est signataire du statut de Rome, le traité international qui a créé la CPI, et, en théorie, il doit s'engager à exécuter les ordres de la Cour, en l'occurrence l'arrestation de M. Poutine.

Le dirigeant russe n'a pas participé à la réunion des dirigeants des BRICS qui s'est tenue cette année à Johannesburg, précisément parce qu'il y avait un risque d'arrestation, l'Afrique du Sud étant également signataire du Statut de Rome.

Lors de la conférence de presse de lundi, Lula a également déclaré qu'il avait l'intention d'évaluer pourquoi le Brésil est signataire de la CPI.

« Je veux voir pourquoi les États-Unis ne sont pas signataires et pourquoi d'autres pays ne l'acceptent pas non plus, car nous ne sommes pas inférieurs et nous n'avons pas à accepter quoi que ce soit », a-t-il déclaré.

Pour le président, il n'est pas normal que les pays émergents signent des traités qui leur portent préjudice. « Quelle grandeur a poussé le Brésil à prendre la décision d'être signataire ? a demandé Lula. « Les pays du Conseil de sécurité de l'ONU ne sont pas signataires, seuls les petits animaux le sont. »

En effet, sur les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les États-Unis, la Russie et la Chine n'ont pas adhéré à la CPI. En revanche, la France et le Royaume-Uni sont signataires du Statut de Rome et membres de la Cour. Au total, l'institution regroupe 123 pays.

La CPI a été créée en 1998 sur la base du Statut de Rome et a commencé à fonctionner en juillet 2002. Basée à La Haye, aux Pays-Bas, la Cour est chargée d'enquêter et de juger les personnes accusées des crimes les plus graves : génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et agression contre d'autres pays.

Le Brésil a signé le Statut de Rome en 2000, sous le gouvernement du FHC. En 2002, le Congrès national a ratifié l'accord international, l'incorporant au droit brésilien et officialisant l'adhésion du Brésil à la CPI.

Patrícia Campos Mello

Article original en portugais : Lula diz que caberá à Justiça decidir sobre prisão de Putin se russo vier ao Brasil para o G20, Folha de São Paulo, le 11 septembre 2023.

Traduction : [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) avec DeepL

La source originale de cet article est [Folha de São Paulo](https://folha.uol.com.br)
Copyright © [Patrícia Campos Mello](https://folha.uol.com.br), [Folha de São Paulo](https://folha.uol.com.br), 2023

Articles Par : [Patrícia Campos Mello](https://folha.uol.com.br)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca